

## ALLOCUTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, M. NICOLAS SARKOZY

Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,  
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Le débat international n'est pas abstrait. Le débat international n'est pas lointain : les menaces d'aujourd'hui - le terrorisme, la prolifération, la criminalité - ignorent les frontières ; les évolutions de l'environnement et de l'économie mondiale affectent nos vies quotidiennes ; les Droits de l'Homme sont bafoués sous nos yeux. Guidée par nos valeurs, notre politique étrangère doit s'appuyer sur une vision claire du monde et des intérêts que nous défendons. A travers elle, c'est notre identité en tant que nation que nous exprimons.

Or, les Français jettent sur l'état du monde, le rôle de l'Europe et la place de la France un regard inquiet. Ils avaient accueilli avec espoir la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'ordre injuste de Yalta ; les progrès des Droits de l'Homme et de la démocratie ; les promesses d'une globalisation qui, depuis 1990, a permis de multiplier par deux le PIB mondial et d'augmenter de 50% le niveau de vie moyen.

Ils constatent aujourd'hui qu'à la différence des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, les dirigeants de ces vingt dernières années n'ont pas réussi à créer un nouvel ordre planétaire, ni même à adapter efficacement le précédent. Si l'on excepte les rares moments d'unité de la première guerre du Golfe ou du 11 septembre 2001, c'est un sentiment, général et justifié, de division et de perte de contrôle qui domine, dans un monde à la fois global et émietté, fait d'interdépendances non maîtrisées.

Alors que les Etats restent au cœur du système international, leur capacité d'action se trouve désormais confrontée à la puissance des acteurs économiques, à la puissance des médias ou, pour le pire, à la puissance des réseaux terroristes et criminels; confrontée aussi aux risques de ce début de XXIème siècle : des flux migratoires de moins en moins maîtrisés ; un bouleversement des équilibres économiques mondiaux qui accroît la méfiance à l'égard de la globalisation à mesure que les délocalisations gagnent, de proche en proche, tous les secteurs d'activité ; ou encore des crises financières, comme celle que nous venons d'essayer et qui pourraient se reproduire si les dirigeants des grands pays ne choisissaient pas de mener une action résolue et concertée en faveur de la transparence et de la régulation des marchés internationaux. On peut être pour l'économie du marché, pour la concurrence et demander de la transparence pour que les créateurs de richesse n'aient pas à payer par le seul fait des spéculateurs. Le système auquel je crois, c'est un système qui favorise la création de richesses, pas la spéculation. Nous manquons de transparence. Nous manquons de régulation et nous manquons de concertation. La question n'est pas de savoir si on peut agir. La seule question qui se pose, c'est que l'on doit agir parce que sinon, nous allons nous trouver devant d'autres catastrophes, d'autres crises par la faute d'une minorité qui a le sentiment que l'on peut s'enrichir sans créer de la richesse. C'est une véritable insulte faite aux créateurs du monde entier.

Face à des crises internationales telles que celle de l'Irak, il est aujourd'hui établi que le recours unilatéral à la force conduit à l'échec ; mais les institutions multilatérales, qu'elles soient universelles, comme l'ONU, ou régionales, comme l'OTAN, peinent à convaincre de leur efficacité, du Darfour à l'Afghanistan.

En Europe même, les interrogations sont fortes, notamment après le dernier élargissement : où sont les frontières de l'Union ? Et l'Union doit-elle avoir des frontières ? De nouveaux élargissements sont-ils compatibles avec la poursuite nécessaire de l'intégration ? Plus largement, l'Europe n'est-

elle pas devenue la courroie de transmission des excès de la mondialisation, alors qu'elle devrait, au contraire, en amortir les chocs et permettre à nos peuples d'en saisir toutes les opportunités ?

Sur ce fond d'inquiétude et de désillusion, les Français se demandent ce que la France peut faire face aux principaux défis auxquels le monde est confronté en ce début de XXIème siècle. J'en vois trois dont tout le reste dépend :

- Premier défi, sans doute l'un des plus importants : comment prévenir une confrontation entre l'Islam et l'Occident. Ce n'est pas la peine d'employer la langue de bois : cette confrontation est voulue par les groupes extrémistes tels qu'Al Qaïda qui rêvent d'instaurer, de l'Indonésie au Nigeria, un khalifat rejetant toute ouverture, toute modernité, toute idée même de diversité. Si ces forces devaient atteindre leur sinistre objectif, nul doute que le XXIème siècle serait pire encore que le précédent, pourtant marqué par un affrontement sans merci entre les idéologies.

- Deuxième défi : comment intégrer dans le nouvel ordre global les géants émergents que sont la Chine, l'Inde ou le Brésil ? Moteurs de la croissance mondiale, je veux leur dire avec amitié qu'ils sont aussi facteurs de graves déséquilibres ; géants de demain, ils veulent, à juste titre, que leur nouveau statut soit reconnu, mais ils doivent entendre de la part d'un ami ce raisonnement : si l'on veut le statut d'une grande puissance, il faut être prêt à respecter des règles qui sont dans l'intérêt de tous.

- Troisième défi : comment faire face à des risques majeurs que nous sommes, dans l'histoire de l'humanité, la première génération à identifier scientifiquement et à pouvoir traiter globalement, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, des nouvelles pandémies ou de la pérennité des approvisionnements énergétiques ?

\* \* \*

A ces questions, permettez-moi d'apporter ma réponse, au nom de la France, et auparavant, de vous dire quelle est mon approche des dossiers internationaux.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, je suis de ceux qui pensent que la marque d'un homme d'Etat, c'est la volonté de changer le cours des choses, pas simplement de le décrire, pas simplement de l'expliquer. Pour cela, il faut une volonté inébranlable ; il faut être capable de partager ses rêves, ses ambitions et ses objectifs. Un homme politique doit avoir des ambitions, des rêves et des objectifs.

Je suis de ceux qui pensent que la France a beaucoup à apporter au monde, parce qu'elle a l'un des peuples les plus dynamiques et les mieux formés, l'une des économies les plus performantes, une diplomatie et des forces armées parmi les meilleures. Mais notre pays n'est pas le seul à avoir de tels atouts et il ne les conservera que s'il réussit à mener des réformes nombreuses et ambitieuses. J'ai proposé ces réformes au peuple français. Comme l'a très bien dit le Premier ministre, elles seront toutes mises en œuvre avec détermination, et avec le souci de la concertation et de l'ouverture.

Je suis aussi de ceux qui pensent que la France est grande et écoutée quand elle est rassemblée derrière une vision et une volonté. Les Français m'ont élu sur un programme clair et détaillé. Ils veulent un président qui agisse et qui obtienne des résultats. C'est vrai à l'intérieur. C'est vrai en politique étrangère. Ces deux dimensions de mon action sont d'ailleurs inséparables : la France, pas plus que toute autre nation, n'a de droits acquis à son statut international ; son message dans le monde ne restera entendu que s'il est porté par un peuple ambitieux et confiant, une société réconciliée avec elle-même et une économie performante. Les réformes que je veux conduire à l'intérieur pour rendre aux Français foi en l'avenir, moderniser notre économie et adapter nos institutions, participent de la vision que je veux porter de la France dans le monde. Je veux une France plus forte chez elle, car c'est la condition de son influence au-delà de nos frontières. C'est là que réside toute la cohérence de notre projet. Quelle sera la crédibilité du message de la France dans le monde si ce que fait la France chez elle est le contraire de ce qu'elle recommande aux autres chez eux ?

Je suis de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de France forte sans l'Europe, et qu'il n'y a pas d'Europe puissante sans la France.



Je suis de ceux qui pensent que l'émergence d'une Europe forte, acteur majeur sur la scène internationale, peut contribuer de façon décisive à la reconstruction de cet ordre mondial plus juste, plus efficace que réclament nos peuples.

Je suis de ceux qui pensent que l'amitié entre les Etats-Unis et la France est aussi importante aujourd'hui qu'elle l'a été au cours des deux siècles passés. Alliés ne veut pas dire alignés et je me sens parfaitement libre d'exprimer nos accords comme nos désaccords, sans complaisance ni tabou, justement parce que j'assume sans complexe le fait que la France soit un ami et un allié des Etats-Unis.

Je suis de ceux qui pensent que les liens anciens et de tous ordres qui nous unissent aux peuples de la Méditerranée et, au-delà, de l'Afrique sont un atout, une chance pour peu que nous ayons l'ambition et la volonté de les organiser, en rompant définitivement avec d'anciennes pratiques.

Je suis de ceux qui pensent que notre langue est au cœur de notre identité, que le français est une partie de notre âme ; que la Francophonie est un atout majeur pour tous ceux qui ont le français en partage.

Je suis enfin de ceux qui pensent que la France demeure porteuse d'un message et de valeurs qui résonnent à travers le monde, ceux de la déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, de l'humanisme, mais aussi, plus récemment, de l'humanitaire et du devoir de protéger incarnés par des hommes tels que Bernard Kouchner, que j'ai été heureux d'accueillir au gouvernement et de placer à la tête de notre diplomatie.

\* \* \*

